

N°1556

du 28
Juin
2022



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

RENDEMENTS AGRICOLES

P.7

Les consignes agricoles pour la préfecture de Tchamba

CROISSANCE DURABLE

P.4

Pas encore pour le Togo aux énormes potentiels

ADHÉSION

P.6

Le Togo, 56^e membre du Commonwealth

PERSONNEL TRACEURS EN SANTÉ AU TOGO

P.6

Un ratio cumulé de 8,41 personnels pour 10.000 habitants

PARTENARIAT BANQUE MONDIALE - TOGO

P. 3

Un portefeuille à 917,5 millions de dollars

Dans le cadre de sa coopération avec le Togo, le groupe de la Banque mondiale a animé, les 23 et 24 juin 2022 à Lomé, des Journées portes ouvertes. Une occasion pour l'institution de s'ouvrir au public et de faire état de ses interventions au Togo. Actuellement, l'accompagnement de la Banque mondiale est inscrit dans un Cadre de partenariat pays 2017-2022 avec un portefeuille toujours dynamique et croissant qui est passé de 184,8 millions de dollars en 2017 à 917,5 millions de dollars en 2022 (plus de 560 milliards de francs Cfa). Au total, 11 projets nationaux (442 millions de dollars) et 8 projets régionaux (475,5 millions de dollars) financés par la Banque et sa filiale, la Société financière internationale (SFI), qui a déjà appuyé le secteur privé togolais à hauteur de 165 millions de dollars sur les quatre ans de mise en œuvre du Cadre de partenariat pays. Ils touchent plusieurs secteurs : éducation, santé, protection sociale, agriculture, environnement, énergie, digital, infrastructure et transport...
...Sur le terrain...



Mme Coralie Gevers, Directrice des opérations de la Banque Mondiale pour le Togo, le Bénin, la Côte d'Ivoire et la Guinée



Chaude poignée de mains entre Kokoroko et Gafan après la signature des documents

TOGO TERMINAL S'OUVRE À L'UNIVERSITE DE LOMÉ

"Faire des métiers de la mer, l'avenir du développement économique du Togo", Dodji Kokoroko (Pdt UL)

P.4

Tous mes services
au bout du doigt ?
Clic, Appli TMoney !

Distributeur Officiel IB BANK Togo en Mobile Money
Avancer. Pour vous. Pour tous.



Téléchargez et utilisez
gratuitement l'Appli.



Prix: Togo, Bénin, Burkina: 250CFA Zone CFA: 300 F Europe et autres pays: 1 euro --- Abonnement: Contacter 93 70 52 94 / 90 05 94 28

Unesco

L'ambassadeur Sambiani Sankardja-Laré est décédé

L'ambassadeur délégué permanent du Togo auprès de l'Unesco et l'OIF, Sambiani Sankardja-Laré est décédé à Paris le 15 juin dernier. Il fut ancien ministre des enseignements primaire, secondaire et de l'alphabétisation, et diplomate était en poste à Paris depuis 7 ans, représentant à la fois le Togo à l'OIF et à l'UNESCO.

Un cahier de condoléances a été ouvert mercredi au Bureau de la délégation togolaise à l'Unesco, et un hommage des ambassadeurs est prévu pour vendredi dernier.

Sambiani Sankardja-Laré était porteur à l'Unesco de l'idée d'une journée mondiale des culturelles

africaines.

C'est à l'occasion de sa 40ème session en 2019 que L'UNESCO a proclamé que le 24 janvier serait désormais une Journée mondiale de la culture africaine et afro-descendante. Cette date coïncide avec l'adoption de la Charte de la renaissance culturelle africaine, adoptée par les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine en 2006.

La Journée mondiale de la culture africaine et afro-descendante célèbre les nombreuses cultures vivantes du continent africain et des diasporas africaines dans le monde entier, et les promeut



comme un levier efficace au service du développement durable, du dialogue et de la paix

La dépouille est attendue à Lomé le mardi 28 juin prochain.

Agenda

Le rêve de ma voix de Lord Carlos, le 9 juillet à l'IFT

Éclectique, polyvalent et toujours à la recherche de sonorités innovantes, Lord Carlos est un artiste à l'aura particulière. Sa voix, véritable ode au bonheur, vous effleure l'esprit dès qu'elle s'envole.

Lord Carlos, une fusion de Stromae et Lokua Kanza dans une voix puissante aux influences jazzy, soul, et classique ! Son talent vocal et son sens de la scène sont tels que dès ses premières notes, vous êtes subjugués. Il est inclassable, et pour cause : Lord Carlos est guidé par son seul feeling qui vous fait voyager à chacun de ses shows. Par sa voix, il vous transporte vers des univers insoupçonnés.

A l'occasion de la sortie de son



premier album solo " Le rêve de ma voix ", venez découvrir en live sur la Scène Jimi Hope le lauréat de la catégorie " Meilleur performance live " aux " All Music Awards 2021." Scène Jimi Hope | Places limitées | Entrée : 2 000 F CFA, sur réservation au 22 53 58 00

Littérature

Au Zimbabwe, un mandat d'arrêt contre l'écrivaine Tsitsi Dangarembga



Au Zimbabwe, un mandat d'arrêt a été émis contre l'autrice Tsitsi Dangarembga ce 27 juin, jour du prononcé de son procès pour incitation à la violence et séparatisme. Depuis le 13 juin, elle est à Berlin, auprès de sa famille : la cour de Ha-

rare a décidé le renvoi de la décision au 4 août prochain.

Arrêtée en juillet 2020, Tsitsi Dangarembga, relâchée sous caution, attend depuis son procès : inculpée pour incitation à la violence et séparatisme, elle est jugée depuis la fin de ce mois de mai 2022 à Harare, aux côtés de Julie Barnes, qui travaille dans le secteur de la communication et se trouvait elle aussi à la manifestation du 31 juillet 2020.

Lors de cette dernière, Dangarembga avait marché aux côtés d'autres manifestants pour réclamer la mise en œuvre de mesures contre la corruption, mais aussi pour critiquer la mauvaise gestion de la crise sanitaire au Zimbabwe. Or, le président Emmerson Mnangagwa n'est pas particulièrement réputé pour son ouverture d'esprit vis-à-vis de l'opposition politique...

Le jeudi 9 juin dernier, Tsitsi Dangarembga a pu passer les contrôles de sécurité à l'aéroport de Harare et quitter le Zimbabwe. Le lundi suivant, le 13 juin, elle rejoignait Berlin pour retrouver son mari, le producteur Olaf Kuschke, et l'une de ses filles.

Jusqu'au dernier moment, l'autrice n'a d'ailleurs pas laissé savoir si elle retournerait ou non dans son pays pour le prononcé du verdict. Son absence devant la cour, ce 27 juin, a finalement conduit la justice zimbabwéenne à émettre un mandat d'arrêt à son encontre, en renvoyant parallèlement le délibéré au 4 août prochain, a annoncé le journaliste indépendant Privilege Musvanhiri.

La Deutsche Presse-Agentur, qui confirme l'information, indique que l'avocat de Tsitsi Dangarembga avait prévenu la cour de son absence la semaine passée, mais les autorités judiciaires attendent désormais un certificat médical avant de lever le mandat d'arrêt.

Édition

Turquie : censure des "Goûters philo", interdits aux moins de 18 ans

Publiée en France par les éditions Milan, traduite en plus de vingt langues, la collection " Les Goûters philo " compte une cinquantaine d'ouvrages destinés à la jeunesse. En Turquie, pays où les titres sont le plus plébiscités après la France, les autorités viennent de déclarer sept " Goûters philo " interdits aux moins de 18 ans. D'après cette décision, les livres menaceraient " la spiritualité de l'enfant et son développement ".

Le couperet de la censure est de nouveau tombé, en Turquie, visant cette fois des ouvrages de philosophie pour enfants. 7 titres de la collection " Les Goûters philo ", traduits en turc et publiés par la maison d'édition Gün???? Kitap????, sont désormais interdits aux moins de 18 ans, en raison d'images, de termes et d'expressions qui menaceraient " la spiritualité de l'enfant et son développement ".

Cosignés par Brigitte Labbé et Michel Puech, " Le courage et la peur ", " L'amour et l'amitié ", " Le bien et le mal ", " Les petits et les grands ", " Les garçons et les filles " sont visés par cette censure, ainsi que deux autres titres, coécrits par Brigitte Labbé et Pierre-François Dupont-Beurier, " La dictature et la démocratie " ainsi que " Le corps



et l'esprit ".

Depuis plus de 10 ans, les livres de la collection " C'??t??r C'??t??r Philosophy ", traduits par Azade Aslan, sont publiés et diffusés par la maison d'édition turque Gün???? Kitap????, en particulier auprès des établissements scolaires. Fondée en 1996 par Mine Soysal, Hande Demirta? et M?ren Beykan, la structure fait preuve d'une longévité remarquable, et, outre son catalogue, s'attache à développer la culture du livre et de la lecture en Turquie.

Classée parmi les pays qui emprisonnent le plus les écrivains, la Turquie a connu un recul impor-

tant de la liberté d'expression depuis le coup d'État raté de 2016, utilisé par le président de la République Recep Tayyip Erdoğan afin d'appliquer des représailles très sévères.

Les conditions d'exercice du métier d'éditeur se sont également complexifiées, avec la multiplication, notamment, de procès et autres procédures pour " insultes envers le président ", qui permettent de faire taire l'opposition. Les effets de la législation sur les ouvrages destinés à la jeunesse qualifiés d'" obscènes " se font également sentir, facilitant la censure, mais aussi l'autocensure.

AZIMUTS INFOS

Disparition des insectes : les principales causes et responsables

Une étude de l'University College de Londres affirme que 49 % de la population des insectes a disparu dans les zones qui sont dégradées par l'agriculture intensive et touchées par le réchauffement climatique.

L'étude publiée, dans la revue Nature, est la première à identifier le lien entre la hausse des températures, l'utilisation intensive des terres, et la disparition massive des insectes à travers la Planète entière. Les chercheurs ont étudié 20.000 espèces différentes d'insectes sur 6.000 localités réparties dans toutes les régions du globe.

Ils ont comparé le nombre et la diversité des insectes sur chaque zone par rapport au niveau de dégradation des terres lié à l'agriculture et à la progression du réchauffement climatique sur le lieu. Dans les zones où les terres sont transformées par l'agriculture intensive et où la hausse des températures est la plus forte, le nombre d'insectes est 49 % plus bas que dans les zones restées naturelles et avec un réchauffement limité.

Dans ces zones davantage préservées, avec une agriculture présente mais plus limitée et une hausse moins importante des températures, la diminution du nombre d'insectes reste malgré tout importante : leur population a également diminué de 29 %. Dans les habitats qui sont restés naturels à 75 %, la population d'insectes a diminué de 7 %. Les zones dont les terres sont dégradées à 75 %, et dont il ne reste que 25 % d'habitats naturels, ont vu leur population d'insectes diminuer de 63 %.

Les insectes disparaissent à un rythme alarmant dans les régions tropicales

Les régions tropicales, connues pour leur biodiversité particulièrement riche, sont celles qui sont le plus touchées par la disparition des insectes. L'agriculture intensive et le réchauffement climatique font office de double peine pour les insectes : la plupart d'entre eux, surtout dans les zones tropicales, ont besoin de l'ombre apportée par les arbres et plantes sauvages pour survivre à la chaleur et au soleil brûlant de la journée. Or, dans un contexte plus chaud lié au réchauffement climatique, l'agriculture intensive a fait disparaître une grande partie de cette ombre.

Dans les zones dégradées par l'agriculture intensive, les populations de pollinisateurs sont 70 % moins importantes que dans les terres naturelles. Les auteurs de l'étude précisent que la perte estimée dans leur étude n'est que le sommet de l'iceberg et pourrait être en fait bien plus importante.

Une partie des insectes avait déjà commencé à disparaître avant l'étude et probablement même avant la découverte de nombreuses espèces, le monde des insectes restant encore largement méconnu. De plus, les chercheurs se sont limités aux paramètres du réchauffement et de l'utilisation des terres, sans prendre en compte les effets de la pollution.

Quelles sont les solutions proposées ? Il n'est pas question de remettre en cause le besoin vital de champs agricoles, mais il est nécessaire de préserver les habitats naturels autour des zones agricoles (haies, zones boisées...), stopper l'expansion de l'agriculture intensive, et réduire les émissions de gaz à effet de serre pour limiter le réchauffement climatique.

Les chercheurs de Londres rappellent l'importance primordiale des insectes dans l'écosystème : il s'agit d'espèces clés indispensables à la chaîne alimentaire, mais également pour la survie de l'espèce humaine. Continuer à perdre les populations d'insectes, et en particulier celles des pollinisateurs, pourrait menacer notre sécurité alimentaire dans les prochaines années.



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

PARTENARIAT BANQUE MONDIALE - TOGO

Un portefeuille à 917,5 millions de dollars

Late Pater

Dans le cadre de sa coopération avec le Togo, le groupe de la Banque mondiale a animé, les 23 et 24 juin 2022 à Lomé, des Journées portes ouvertes. Une occasion pour l'institution de s'ouvrir au public et de faire état de ses interventions au Togo. Actuellement,



Mme Hawa Cissé Wagué, la représentante-résidente de la Banque mondiale au Togo

l'accompagnement de la Banque mondiale est inscrit dans un Cadre de partenariat pays 2017-2022 avec un portefeuille toujours dynamique et croissant qui est passé de 184,8 millions de dollars en 2017 à 917,5 millions de dollars en 2022 (plus de 560 milliards de francs Cfa). Au total, 11 projets nationaux (442 millions de dollars) et 8 projets régionaux (475,5 millions de dollars) financés par la Banque et sa filiale, la Société financière internationale (SFI), qui a déjà appuyé

le secteur privé togolais à hauteur de 165 millions de dollars sur les quatre ans de mise en œuvre du Cadre de partenariat pays. Ils touchent plusieurs secteurs : éducation, santé, protection sociale, agriculture, environnement, énergie, digital, infrastructure et transport. Comme initiatives financées, on cite, entre autres, le Projet de dé-

veloppement et de gouvernance minière, le Projet filets sociaux et services de base, le Projet d'appui à la gouvernance économique, le Projet d'investissement pour la résilience des zones côtières de l'Afrique de l'ouest, le Projet d'identification unique de l'Afrique de l'ouest pour l'intégration et l'inclusion régionale-phase II. Les engagements de la SFI au Togo s'élèvent à 324 millions de dollars. Des actions sont encore en cours pour préparer de nouveaux projets qui

vont accroître davantage ce portefeuille.

La directrice des opérations de la Banque pour le Togo, le Bénin, la Côte d'Ivoire et la Guinée, Mme Coralie Gevers, rassure que l'institution de Bretton Woods va continuer à accompagner les efforts du gouvernement togolais dans la lutte contre la pauvreté et la promotion de la prospérité partagée, après avoir exprimé la satisfaction de la Banque de contribuer aux transformations en cours dans le pays. Dans un exposé co-animé avec

accompli des progrès économiques et sociaux importants grâce aux réformes et investissements consentis dans divers secteurs.

Du côté des officiels togolais, la grande reconnaissance et satisfaction a été exprimée par la secrétaire générale de la Présidence de la République et gouverneur de la Banque mondiale pour le Togo, Mme Sandra Ablamba Johnson. «Le Groupe de la Banque mondiale est l'un des partenaires stratégiques du Togo, avec un apport de plus de 20% au capital total des



Mme Sandra A. Johnson, Ministre, Secrétaire Générale de la Présidence

ploi des jeunes vulnérables. Ils ont donné l'occasion à certaines femmes et jeunes, de se prendre en charge pendant un certain temps, d'avoir des activités génératrices de revenu et de complètement impacter l'économie locale. «Par mes tournées sur le terrain, à l'intérieur du pays, j'ai pu constater que les petites interventions que nous menons, qu'on pense parfois insignifiantes, ont un impact très important sur la vie d'une personne et parfois toute sa communauté», a laissé entendre Awa Cissé Wagué.

Selon le rapport de la Banque

fectués par la Banque mondiale à partir des taux de croissance passés du Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant et des agrégats de bien-être de 2018/19 montrent une diminution de l'incidence de la pauvreté d'environ 7 à 9 points de pourcentage entre 2011 et 2018/19.

Les preuves de progrès en termes de pauvreté monétaire se reflètent dans plusieurs dimensions non monétaires du bien-être, y compris le capital humain, mais sans s'y limiter, la mortalité infantile et des moins de cinq ans, le retard scolaire, la pauvreté d'apprentissage ainsi que sur l'accès aux



La cheffe du gouvernement Victoire Tomégah-Dogbé

le responsable pays de la SFI, M. Christopher Balliet Bleziri, la représentante-résidente de la Banque mondiale au Togo, Mme Hawa Cissé Wagué, a réitéré que le Togo, ces dernières années, a

partenaires techniques et financiers de notre pays. Son appui a permis de réaliser des investissements importants et de mener des réformes majeures qui ont produit de bons résultats. La mise en œuvre des projets de la Banque mondiale a significativement contribué à la croissance soutenue de ces dernières années et à la résilience du Togo faces aux chocs (...) Je veux bien-sûr parler des réformes entreprises dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires qui ont permis au pays d'être classé premier réformateur en Afrique et troisième dans le monde, avec un score de 62,3 sur 65. A cela s'ajoute, l'amélioration sensible de la note de l'évaluation pays des politiques et institutions (CPIA), sans oublier l'amélioration des possibilités d'emploi pour les jeunes togolais et l'efficacité des transports», a-t-elle déclaré.

Au Togo, rappelle la Banque mondiale, la croissance économique s'est accélérée sur la période 2010-2019 pour atteindre 5,3% en moyenne, reflétant l'apaisement des tensions politiques, l'augmentation de l'investissement public et l'amélioration du climat des affaires.

Sur le terrain

Selon la BM, il y a eu beaucoup de réalisations qu'on peut montrer parmi les résultats atteints dans la mise en œuvre de la stratégie du pays de 2018 jusqu'à présent. Les projets qui ont le plus contribué sont ceux de protection sociale, à travers le transfert monétaire, l'em-



Visite des stands par le Premier ministre

mondiale intitulé «investir dans les pauvres et les vulnérables pour une prospérité inclusive : une évaluation de la pauvreté et de la situation du genre au Togo», l'incidence de la pauvreté au Togo en 2018/19 était estimée à 45,5% soit 3,6 millions de personnes. A ceux-là, il faut ajouter 19% de la population considérée comme susceptible de retomber dans la pauvreté. En gros, ce sont plus de 5 millions de Togolais au total qui sont pauvres ou vulnérables à la pauvreté.

Le rapport note que la performance économique globale observée entre 2011 et 2018/19 a probablement contribué à la réduction de la pauvreté. En effet, le pays a enregistré une croissance économique relativement plus forte de 2011 à 2018/19 que de 2000 à 2010 (une moyenne annuelle de 3,2% et 1,2%, respectivement). Cette croissance a probablement profité aux pauvres en raison des fortes contributions des secteurs de l'agriculture et des services, qui emploient respectivement 65% et 25% des pauvres. Les calculs ef-

services de base (électricité, eau potable et l'assainissement). Cependant, le rapport note que pour réduire davantage la pauvreté à mesure que l'économie se remet de la crise de la COVID-19, il est urgent de mettre en place des politiques qui accélèrent la croissance des revenus ruraux, renforcent la résilience aux chocs économiques et climatiques et comblent l'écart entre les sexes.

Au niveau de la Banque mondiale, on annonce quatre nouveaux projets en préparation notamment la connectivité digitale et l'accès à l'électricité ; autonomisation des femmes et dividende démographique ; amélioration de la sécurité hydrique en milieu urbain ; modernisation et renforcement des capacités de l'administration publique. Deux études analytiques sont également en cours d'élaboration à savoir la stratégie intégrée de l'emploi pour le Togo et l'évaluation du secteur des infrastructures de transport au Togo.

POSTE FRONTALIER DE POGNO

Le Gal. Yark pose la première pierre de l'ouvrage à grande valeur économique

F. Woussou

En principe, dans 6 mois, un bâtiment érigé sur une superficie de 6946 m2, inclus un parking 533 m2 devrait être perçu dans la localité de Pogno dans la préfecture de Kpendjal. Il s'agira d'un poste frontalier avancé entre le Togo et le Burkina Faso. La fonction première assignée à cet édifice sera d'améliorer la sécurité aux frontières terrestres du Togo. Il permettra d'augmenter les capacités techniques et matérielles des agences de gestion des frontières pour répondre efficacement aux défis émergents tout en renforçant la résilience des communautés frontalières. Il est dit aussi qu'il va contribuer au meilleur contrôle des mouvements migratoires. De plus il assurera l'amélioration des mécanismes d'intervention d'urgence en matière de santé publique aux frontières, le renforcement de l'engagement et de la coopération avec les communautés frontalières et le renforcement de la coopération des agences des fron-

tières. " La future infrastructure, intégrera des fonctionnalités et équipements modernes de gestion des flux migratoires tels que le système d'information et d'analyse des données sur la migration (MIDAS) ", fait savoir le ministre de la sécurité et la protection civile Yark Damehame. C'est lui qui a posé, la semaine dernière, la première pierre de l'ouvrage.

Il a indiqué que la construction de ce poste est alignée à la feuille de route du gouvernement togolais 2020-2025 en son axe stratégique 1, ambition 3 : "Assurer la sécurité, la paix et la justice pour tous". Il a renseigné aussi que le projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet "Renforcement des frontières Nord de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo", mis en œuvre par l'OIM et financé par le Bureau International des stupéfiants et de l'application des lois (INL) du Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique. La fourniture d'équipements de patrouille et la construction d'installations

d'eau à travers un forage photovoltaïque, d'assainissement et d'hygiène sont les autres aspects importants de ce projet de construction.

Selon l'OIM, le projet est le début d'un processus qui permettra à termes, d'avoir un poste frontalier bien bâti et équipé répondant aux normes internationales et permettant de réguler le flux migratoire dans la zone avec l'installation de l'application de gestion de flux migratoires

Il faut souligner que la situation sécuritaire dans la région des savanes est très préoccupante depuis l'année dernière. L'attaque du poste sécuritaire avancé de Kpépakandi par des terroristes a fait 8 morts dans les rangs des forces armées du Togo. D'ailleurs la région est sous état d'urgence sécuritaire pour une période de 3 mois. Pour le Général Yark, ce poste aura pour effet l'amélioration des conditions de travail du personnel administratif, le traitement des flux migra-

(suite à la page 6)

TOGO TERMINAL S'OUVRE À L'UNIVERSITE DE LOMÉ

«Faire des métiers de la mer, l'avenir du développement économique du Togo», Dodji Kokoroko (Pdt UL)

F. Woussou

L'Institut des Métiers de la Mer (I2M) de l'Université de Lomé va renforcer ses capacités grâce à l'appui de TOGO TERMINAL. Ce dernier vient de signer un accord avec l'Université de Lomé qui cherche à diversifier les cadres qui peuvent offrir des expériences en entreprises aux étudiants inscrits en parcours professionnels.

Les deux parties se sont engagées sur 4 axes : développement et co-financement des formations de métiers de la mer développées au sein de l'Institut des Métiers de la Mer (I2M) ; accueil des stagiaires de l'Institut des Métiers de la Mer (I2M) par TOGO TERMINAL ; formations en entreprise et formation en alternance et renforcement de capacité ; participer à des événements croisés organisés par les parties (journées annuelles des entreprises et des universités, colloques, conférences d'actualité). L'accord précise que cette liste

n'est pas exhaustive et les parties conviennent que tout nouvel axe défini entre elles fera l'objet d'un avenant.

Il est dit que les parties s'engagent à coopérer de bonne foi, à faciliter et coordonner les activités de soutien nécessaires à la réalisation des axes visés sus cités, en assurant la sécurité et l'intégrité de tous intervenants. Cet accord signé pour une durée de 5 ans est salué par Charles Gafan, Président Directeur Général de TOGO TERMINAL a salué l'officialisation de ce partenariat. « *Le protocole signé aujourd'hui témoigne donc d'une coopération importante entre l'Université de Lomé, lieu de formation de la jeunesse, espoir du développement d'un pays, et l'entreprise, lieu d'emploi de la jeunesse formée et de production de la richesse, moteur du développement* », a-t-il indiqué. Sentiment partagé le président de l'Université de Lomé, Dodji Kokoroko, pour qui, le partenariat

entre l'UL et TOGO TERMINAL illustre la stratégie de son institution de faire des métiers de la mer, l'avenir du développement économique du Togo. Il a dit : « *Cette signature est la manifestation de la professionnalisation et de l'ouverture de l'UL qui rapprochent ses formations des grandes techniques managériales des grandes entreprises* ».

Il est à rappeler que cet accord fait corps avec la feuille de route gouvernementale 2020-2025 qui envisage de réformer la politique d'orientation et la promotion de la formation professionnelle vers les métiers prioritaires. Il est susceptible d'être renouvelé. « *La partie qui le souhaite devra en faire la demande au plus tard trois mois avant la fin. A défaut, il est rompu de plein droit à sa date d'échéance. Les parties conviennent que toute prolongation du terme fera l'objet d'un avenant* », peut-on lire dans le document. Des rencontres périodiques seront or-



Chaque poignée de mains entre Kokoroko et Gafan après la signature des documents

ganisées afin de suivre le déroulement des activités et proposer des améliorations ou modifications le cas échéant.

Cet accord entre TOGO TERMINAL et l'UL peut être résilié de plein droit sans autre formalité judiciaire par l'une des parties en cas

d'inexécution des obligations. Cependant, l'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la Partie

plaignante du fait de la résiliation anticipée de l'Accord.

Mais en cas de litige, et en défaut de règlement à l'amiable préconisé par l'accord, il sera porté devant un arbitre.

2 MILLIARDS D'AMENDES

Accusé par l'ARCEP, TOGOCOM a évoqué des problèmes techniques, de vols, de retard de livraison...

Aux lendemains d'une audience publique et contradictoire au cours de laquelle l'opérateur Togo Cellulaire a été mis en situation de présenter ses moyens de défenses suite, dès 2020, à plusieurs violations de ses obligations telles que mentionnées dans l'article 27.1 du cahier de charges de l'opérateur Togo Cellulaire, le Comité de direction de l'ARCEP a infligé à Togo Cellulaire, par décision n°2022-006/ARCEP/CD/22 en date du 24 juin 2022, une amende de deux milliards trois cent soixante et un millions cent cinquante-huit mille trois cent onze (2 361 158 311) francs CFA, correspondant à 2% de son chiffre d'affaires certifié de l'exercice 2021, pour manquements graves à son obligation de disponibilité permanente, continue et régulière des services de communications électroniques mobiles, conformément à l'article 31 de la loi sur les communications électroniques.

Un communiqué de l'ARCEP indique que l'institution avait mis en demeure Togo Cellulaire (groupe Axian) depuis le 23 novembre 2020, de mettre en œuvre tous les équipements, procédures, protections et redondances nécessaires pour garantir une qualité et une disponibilité de services conformément à son cahier des charges. Plus de dix-huit (18) mois après, force est de constater qu'en dépit de toutes les relances et alertes de

l'ARCEP, la situation s'est fortement dégradée. « *En effet, l'on assiste à une recrudescence et une succession de cas de plus en plus graves d'indisponibilité sur le réseau de l'opérateur, privant des centaines de milliers de consommateurs de services mobiles voix et data pendant plusieurs heures. Cette situation a pris de l'ampleur particulièrement dans les régions septentrionales du pays* », indique l'ARCEP. Elle fait savoir que cette incapacité de l'opérateur Togo Cellulaire à améliorer la disponibilité de ses services résulte de l'inefficacité des actions opérationnelles et surtout de la faiblesse des investissements dans les infrastructures réseau au cours des deux dernières années. « *Les incidents survenus auraient pu être évités car, ne relevant pas de cas de force majeure* », fait observer l'ARCEP.

L'ARCEP parle même de faits particulièrement aggravants, ayant constaté que Togo Cellulaire interrompait volontairement ses services dans de nombreuses localités reculées du pays durant des tranches horaires précises chaque jour dans le seul but de réduire ses charges d'exploitation au mépris des intérêts des consommateurs ; le cumul de ces interruptions pouvant atteindre jusqu'à vingt-cinq (25) jours d'indisponibilité dans un mois. Il est à rappeler que Togo Cellulaire a été enjoint par l'ARCEP de mettre fin

aux manquements d'indisponibilité de service dans un délai de six (6) mois fermes sous peine de sanction au titre de la récidive.

Lors d'une audience Jeudi dernier à l'ARCEP, Le directeur général de TOGOCOM, Paulin Alazard, a tenté de justifier les manquements qu'on lui reproche. Il a évoqué la coupure de sa fibre optique du fait des travaux routiers, des actes de vols et de vandalisme sur son réseau, des difficultés logistiques et d'approvisionnement en raison de Covid-19 et du contexte international retardant la mise en œuvre du plan de mise en conformité présenté il y a 18 mois, des défauts de transmission pour coupure de l'alimentation électrique et autres. « *Aujourd'hui, nous sommes les seuls à déployer la fibre optique dans le pays. Ce sont des travaux qui prennent du temps, tout ceci dans un contexte sanitaire exceptionnel avec ses impacts sur les activités économiques. On est là pour travailler. Nous implorons la compréhension et l'indulgence de l'Autorité* », a-t-il plaidé, demandant un nouveau moratoire de 6 mois, pour achever les grands chantiers en cours et réaliser d'autres investissements majeurs afin de remédier au problème. Apparemment, il n'a pas été écouté.

En 2021 déjà, Togo Cellulaire avait écopé d'une amende d'1 milliard FCFA pour violation ou non-respect des dispositions inscrites à l'article 23 de son cahier des charges.

CROISSANCE DURABLE

Pas encore pour le Togo aux énormes potentiels

Late Pater

Le Togo a réalisé d'indéniables progrès dans certains domaines, mais n'a pas encore tiré pleinement parti de son potentiel pour parvenir à une croissance durable et inclusive, constate le récent Mémoire économique du Togo publié par la Banque mondiale. Selon l'étude intitulée, « *À la recherche d'une croissance durable et inclusive* » le Togo pourrait augmenter la productivité agricole et la compétitivité des échanges ainsi que sa participation aux chaînes de valeur mondiales et exploiter les possibilités économiques des villes pour atteindre une croissance durable.

Le rapport souligne la faible productivité agricole, le potentiel économique inexploité des villes et les faibles niveaux de compétitivité commerciale et de participation aux chaînes de valeur mondiales, comme principaux facteurs contributifs. Les perspectives économiques dépendent aussi de la capacité du pays à exporter des biens et services dans la région et dans le reste du monde. Une participation à des chaînes de valeur mondiales offre la possibilité d'assurer une croissance plus inclusive tirée par le commerce, des emplois durables, des revenus plus élevés et une réduction de la pauvreté. « *Comme les efforts*

dans le secteur agricole ces dernières années ont produit des résultats en deçà des attentes du gouvernement et des marchés, le Togo devra adopter de nouvelles approches pour assurer des rendements agricoles plus solides et accélérer son processus de transformation structurelle », souligne **Urbain Thierry Yogo, économiste principal à la Banque mondiale et auteur principal du rapport**.

Alors que l'agriculture fournit directement ou indirectement les deux tiers des emplois du pays, la productivité du travail demeure faible dans la plupart des exploitations. Depuis de nombreuses années, l'augmentation de la production agricole dépend en grande partie du défrichement systématique de terres additionnelles et non de l'amélioration significative des rendements. « *Il faut inverser cette tendance dans le secteur agricole en améliorant et renforçant l'investissement dans la recherche, l'usage des nouvelles technologies pour la maîtrise de l'eau et la gestion des ressources agricoles clés, et la promotion de l'agro business* », ajoute **Thierry Yogo**. L'amélioration de la productivité agricole sera donc essentielle à l'accélération de la transformation structurelle.

L'étude mentionne, par ailleurs, que le potentiel de croissance des

villes du Togo reste peu exploité. La population togolaise vivant en zone urbaine a beaucoup augmenté au cours des dernières décennies mais les revenus par habitant ont peu évolué. De plus, le secteur manufacturier ne s'est pas développé parallèlement à l'urbanisation. Le Togo rencontre des difficultés à tirer parti de son urbanisation. Pour que l'urbanisation réalise son potentiel, il importe de connecter les personnes et les lieux, faciliter l'accès au financement, et moderniser la planification.

Le rapport souligne aussi qu'en tant que petite économie avec une base industrielle et un secteur privé assez limités, le Togo doit accroître ses échanges de manière à pouvoir réduire la pauvreté. Bien que les produits togolais soient relativement diversifiés, la plupart des articles exportés sont des produits primaires non transformés. « *Le développement d'industries locales contribuera à la transformation des matières premières et la promotion des chaînes de valeur. Ce qui permettra la création d'emplois de qualité pour une croissance économique forte et partagée* », souligne **Hawa Wagué, représentante résidente de la Banque mondiale pour le Togo**.

FOOTBALL/

L'Intelligence Footballistique Améliorée testée lors des barrages intercontinentaux

L'équipe Football Performance Analysis & Insights de la FIFA (www.FIFA.com) a mis au point de nouveaux outils statistiques pour analyser les matches en temps réel. Les barrages intercontinentaux pour Qatar 2022 ont permis d'effectuer des tests. Des métriques enrichies peuvent être disponibles 30 secondes après qu'un événement de match s'est produit.

Hervé A.

Les barrages intercontinentaux pour la Coupe du Monde de la FIFA, Qatar 2022™ ont certes tenu en haleine les supporters des équipes concernées, mais ils ont été également minutieusement suivis par l'équipe Football Performance Analysis & Insights de la FIFA.

Ce groupe d'experts des données du football a en effet profité de ces rencontres internationales à enjeu pour tester à grande échelle une nouvelle batterie d'outils technologiques pour analyser les événements de matches, regroupés sous le terme Intelligence Footballistique Améliorée (Enhanced Football Intelligence, ou EFI).

Sous la direction d'Ulf Schott, Responsable de la Haute Performance de la FIFA, et Chris Loxston, Chef de Groupe de Football Performance Analysis & Insights de la FIFA, une équipe de techniciens a développé une série de mesures qui seront utilisées lors de la compétition mondiale en fin d'année.

Battus respectivement par l'Australie (0-0, 5 tab 4) et le Costa Rica (1-0), le Pérou et la Nouvelle-Zélande ne seront malheureusement pas du voyage, mais au même titre que les deux vainqueurs des derniers billets mondialistes, ils pourront se vanter d'avoir été les acteurs de ce progrès technologique.

30 secondes pour comprendre

Les nouvelles informations telles que les sauts de ligne, la pression sur le ballon ou les phases de jeu seront livrées à toutes les parties prenantes, notamment les diffuseurs, les spectateurs et les utilisateurs des applications numériques, en direct pendant les matches. Ces mesures expliqueront le style de jeu des équipes ou auront une corrélation avec le résultat du match.

Les métriques EFI sont conçues pour enrichir les flux de données de suivi en direct et d'événements de match. Les données sont envoyées en temps réel par les fournisseurs externes directement



dans le hub de données de la FIFA. Les modèles reçoivent ces données, qui sont intégrées dans les algorithmes qui calculent les résultats. Ceux-ci sont ensuite renvoyés dans la base de données de la FIFA, qui distribue ensuite les métriques enrichies EFI à toutes les parties concernées dans les 30 secondes suivant l'événement.

"Ces matches ont été une preuve de concept réussie pour notre infrastructure EFI", estime Sirius Saberi, Ingénieur de Données de Football. "Non seulement nous avons atteint notre objectif de zéro temps d'arrêt, mais nous avons également réussi à minimiser les temps de calcul grâce à notre conception conteneurisée, qui nous permet d'évaluer et de nous ajuster sur les diffusions de messages."

"Le profilage détaillé pendant les matches a montré d'excellents résultats, le temps de traitement des informations sur les métriques, c'est-à-dire le temps entre la première réception d'un message des flux du fournisseur et l'envoi de l'information, a pris moins de deux secondes en moyenne", détaille encore Saberi.

"Le processus complet prend moins de 30 secondes au total pour les mesures intégrées sur les événements. Cela nous permet de montrer des informations pertinentes au bon moment et ainsi de créer une nouvelle expérience améliorée pour les fans de football et les autres parties concernées."

Choisir le bon moment

Car si la vitesse de calcul, d'analyse et de diffusion des informations est déjà une remarquable performance en soi, encore faut-il choisir le moment le plus pertinent pour les mettre en évidence pendant le match. Lors de la Coupe du Monde au Qatar, deux analystes hautement qualifiés et expérimentés auront la charge de décider à quel moment quelles données et quelles métriques doivent être dévoilées en fonction des événements qui se déroulent sur le terrain à un moment précis.

Les deux barrages disputés la semaine dernière au Stade Ahmad Bin Ali de Doha ont permis de tester cette procédure en temps réel. "L'objectif du groupe était double : évaluer de bout en bout, dans un environnement réel, le fonctionnement des

algorithmes derrière l'EFI, ainsi que tester l'évaluation interactive des données avec les analystes du football", explique Juan Pablo Busso, Scientifique de Données de Football. "Nous avons testé la dynamique de travail et les configurations techniques qui permettent aux scientifiques des données d'évaluer le développement du match, et de faire une évaluation basée sur les données de ce que les EFI pertinents présentent le mieux selon l'évolution du match."

L'équipe technique du tournoi recevra ces mesures en direct pendant les matches pour soutenir son analyse des matches, mais également pour avoir des informations supplémentaires pour l'analyse globale de la compétition, et notamment les désignations des vainqueurs des récompenses de fin de tournoi, comme les Ballon et Soulier d'Or, d'Argent et de Bronze, le Gant d'Or, le Meilleur Jeune Joueur et le Prix du Fair-Play de la FIFA).

Au cours des prochains mois, la FIFA publiera des vidéos explicatives pour préciser l'utilisation de ces nouvelles technologies, et leur utilité dans l'analyse et la compréhension du football.

BREVES

L'Ukraine ne veut pas croiser la Russie

Malaise dans le monde du judo. L'Ukraine a décidé de ne plus participer aux compétitions internationales tant que les athlètes russes n'en seront pas exclus. Depuis l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, en février dernier, les judokas russes étaient restés à l'écart des compétitions. Mais ils ont été plus d'une vingtaine à se rendre en fin de semaine passée au tournoi de Mongolie, l'un des Grands chelems du circuit mondial.

La Fédération internationale de judo (IJF) est en effet l'une des rares instances du mouvement olympique à ne pas avoir suivi à la lettre la recommandation du CIO. Certes, les Russes ne sont pas autorisés à participer aux compétitions internationales sous leurs couleurs et leur drapeau, mais ils peuvent le faire sous couvert de neutralité.

"Tous ceux qui suivent un tant soit peu le sport mondial comprennent que les athlètes russes sont un élément clé de la politique de propagande agressive de ce pays, a écrit le président de la Fédération ukrainienne de judo, Mykhailo Koshliak, dans une lettre ouverte à l'adresse de l'IJF. En parlant de la Russie et du sport, il n'est en aucun cas possible de dire que le sport est en dehors de la politique." Selon Mykhailo Koshliak, pas moins de 11 des 24 judokas russes engagés au tournoi de Mongolie, première étape du parcours de qualification aux Jeux de Paris 2024, sont des "représentants actifs des forces armées russes" et arbo- rent des médailles et grades militaires.

En tête de liste, Madina Taimazova, médaillée de bronze aux Jeux de Tokyo. Elle est adjudant dans l'armée russe. Gênée aux entournures, l'IJF a défendu sa position par un communiqué où s'exprime son directeur général, Vlad Marinescu. "La Fédération internationale de judo est contre la guerre, contre toute forme de violence, ainsi que contre la haine et la discrimination, assure l'instance présidée par Marius Vizer. Le sport n'est pas la politique, le sport est un pont entre différentes cultures. Nos valeurs sont les valeurs du sport, où il n'y a pas de place pour la politique."

Nouvelles élections à la rentrée

Le conseil d'administration de la Fédération internationale de boxe (IBA) l'a décidé au cours du dernier weekend : un nouveau congrès extraordinaire, le deuxième cette année, se déroulera à la rentrée. Prévu entre le 24 septembre et le 1er octobre dans une ville encore à déterminer, il sera dominé par la tenue de nouvelles élections à la présidence.

L'IBA explique que son conseil d'administration a planché longuement sur la récente décision du Tribunal arbitral du sport (TAS) concernant la non-éligibilité du Néerlandais Boris van der Vorst à la dernière élection, organisée au mois de mai. Un conseiller juridique a été consulté. Au terme de la discussion, il a donc été décidé de remettre la présidence en jeu, sous réserve toutefois que les fédérations nationales acceptent la proposition.

L'ordre du jour du congrès extraordinaire comptera en effet deux points : une motion visant à organiser une nouvelle élection présidentielle, et l'élection elle-même. Le scrutin opposerait alors seulement deux candidats : le Russe Kremlev, le sortant, et le Néerlandais Boris van der Vorst, son challenger. Dans tous les cas, le vainqueur de l'élection devra souquer ferme pour remettre l'IBA dans la bonne vague olympique, après la décision de la commission exécutive du CIO d'écarter l'IBA du processus de qualification puis du tournoi des Jeux de Paris 2024.

L'IBA reste à la porte

Le nom a changé, mais le résultat reste le même. Comme pour les Jeux de Tokyo, la Fédération internationale de boxe (IBA, ex AIBA) observera à distance le parcours de qualification puis le tournoi olympique des Jeux de Paris 2024. La commission exécutive du CIO l'a décidé en fin de semaine passée, expliquant vouloir privilégier l'intérêt des athlètes et la nécessité d'avoir des "certitudes sur les compétitions et qualifications olympiques en vue de Paris 2024." En cause, les éternels manquements de l'IBA, notamment en termes de gouvernance et d'arbitrage.

A l'évidence, les réformes mises en place par l'instance internationale depuis l'élection du Russe Umar Kremlev n'ont pas convaincu le CIO. Sa commission exécutive explique que "les diverses préoccupations concernant la gouvernance de l'IBA, notamment quant au processus d'arbitrage et de jugement à la dépendance financière de la fédération vis-à-vis de l'entreprise publique Gazprom, sont toujours d'actualité.

L'instance olympique rappelle également le dernier épisode du sulfureux épisode de l'IBA, marqué par la décision du Tribunal arbitral du sport (TAS) d'annuler la non éligibilité du Néerlandais Boris van der Vorst à la dernière élection pour la présidence. Pour les Jeux de Tokyo, le CIO avait constitué une task force appelée à organiser le parcours de qualification et le tournoi. Elle avait été dirigée par le Japonais Morinari Watanabe, le président de la Fédération internationale de gymnastique (FIG). Pour les Jeux de Paris 2024, rien n'est encore formellement décidé.

La commission exécutive du CIO annonce seulement que le travail sera mené en collaboration "étroite avec le comité d'organisation de Paris 2024 et les représentants des athlètes." Quant à la suite, tout reste ouvert, y compris l'exclusion de la boxe. Le CIO l'explique dans un communiqué : "La question de l'inscription ou non de la boxe au programme des Jeux olympiques de Los Angeles 2028 sera discutée ultérieurement."

L'AMA lance " Les valeurs du sport en ligne ", un module interactif pour les enfants impliqués dans le sport

L'Agence mondiale antidopage (AMA) annonce le lancement de " Les valeurs du sport en ligne ", un cours numérique interactif pour les enfants impliqués dans le sport, sur sa plateforme d'éducation et d'apprentissage antidopage (ADEL). Il complète la mallette " Les valeurs du sport dans chaque classe " pour les enseignants, qui a été publiée en octobre 2019.

La mallette existante pour les enseignants, disponible en anglais, français et espagnol, est une ressource interdisciplinaire gratuite pour les élèves âgés de 8 à 12 ans, qui vise à inculquer certaines des valeurs fondamentales synonymes de sport : respect, équité et inclusion. Il a été élaboré par les six organisations internationales suivantes, collectivement appelées le " Partenariat pour l'éducation " : l'AMA; l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO); la Fondation Agitos; le Conseil international des sciences du sport et de l'éducation physique (ICSSPE); le Comité international du fair-play (IFPC); et la Fondation olympique pour le patrimoine culturel (OFCH).

Le module numérique interactif que l'AMA lance aujourd'hui, " Les valeurs du sport en ligne ", est une ressource complémentaire à la mallette des enseignants qui offre aux enfants une façon engageante d'en apprendre davantage sur



les valeurs de respect, d'équité et d'inclusion. Rempli de jeux, de scénarios, d'activités basées sur le mouvement et de questions de réflexion, il est conçu pour les enfants âgés de 8 à 12 ans et peut être complété indépendamment ou avec le soutien d'un adulte, tel qu'un parent, un enseignant ou un entraîneur.

" Nous sommes ravis de lancer une solution d'éducation numérique fondée sur des valeurs pour les jeunes sportifs que la communauté antidopage pourra utiliser pour compléter ses propres programmes d'éducation, a déclaré la directrice de l'éducation de l'AMA, Amanda Hud-

son. La recherche a montré que l'éducation fondée sur les valeurs est une stratégie de premier plan dans la protection du sport propre et qu'instiller des valeurs dès le plus jeune âge est important. Notre nouveau module " Les valeurs du sport en ligne " soutient nos efforts pour avoir une option éducative pour chaque étape du parcours des sportifs, permettant aux organisations antidopage d'offrir une éducation progressive pour le développement d'un sportif. "

Les enfants comme les adultes peuvent accéder au module " Les valeurs du sport en ligne " sur ADEL et recevoir des

badges et un certificat une fois le cours complété. L'inscription est obligatoire et les protocoles de sécurité normaux sont en place pour les personnes inscrites de moins de 16 ans.

" Les valeurs du sport en ligne " est actuellement disponible en anglais uniquement en tant que module pilote. Il comprend un sondage à la fin pour que les utilisateurs puissent fournir des commentaires sur le module, qui seront incorporés dans le développement de la version finale du cours, qui devrait être lancée d'ici le début de 2023 en anglais, français et espagnol.

ADHÉSION

Le Togo, 56^e membre du Commonwealth

Late Pater

Le Commonwealth a admis le Gabon et le Togo comme ses 55^{ème} et 56^{ème} membres respectivement. Les deux pays sont d'anciennes colonies françaises. Les dirigeants ont accepté les candidatures des deux pays d'Afrique de l'ouest lors de la séance de clôture de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Kigali, au Rwanda, ce 25 juin 2022. Cela fait suite à des manifestations formelles d'intérêt du Gabon et du Togo et à des consultations avec les pays membres. Le Rwanda a été le dernier pays à rejoindre le Commonwealth, en 2009. «Nous leur souhaitons tous la bienvenue dans la famille du Commonwealth», a déclaré le président rwandais, Paul Kagame, lors de la conférence de presse

de clôture.

Se félicitant de l'annonce, la secrétaire générale du Commonwealth, la très honorable Patricia Scotland, QC, a déclaré : «Le Commonwealth, qui a commencé avec huit nations en 1949, passe à 56. Notre croissance continue, au-delà de la portée de notre histoire, reflète les avantages de l'adhésion au Commonwealth et la force de notre association. Je suis ravie de voir ces pays dynamiques rejoindre la famille du Commonwealth et se consacrer aux valeurs et aux aspirations de notre Charte». Dans l'instant qui a suivi cette annonce, le chef de l'Etat togolais, Faure Essozimna Gnassingbé, a tweeté : «Je remercie les États membres du Commonwealth pour l'acceptation de notre candidature en ce jour. L'adhésion du Togo à cette grande fa-



Faure Gnassingbé en discussions avec Boris Johnson (archives)

ille est une évolution que nous avons délibérément souhaitée dans une perspective de renforcement de la coopération entre États et du brassage des peuples. J'adresse mes vives félicitations au Président Paul Kagame qui assure la Présidence du Commonwealth des Nations, à l'issue du sommet de Kigali qui reste historique en particulier pour le Togo

et le Gabon». Le Premier ministre britannique, Boris Johnson, a déclaré que l'intérêt des nouveaux membres prouve que l'organisation se porte bien.

Le ministre togolais des Affaires étrangères, Robert Dussey, a souligné que l'adhésion au Commonwealth et ses 2,5 milliards de consommateurs offre de nouvelles opportunités économiques et éducatives et suscitait un «engouement» pour l'anglais parmi les citoyens togolais. «L'adhésion du Togo est motivée par le désir d'étendre son réseau diplomatique, politique et économique (...)

et de se rapprocher du monde anglophone», a-t-il récemment déclaré à l'Agence France Presse. Les autres enjeux pour le Togo sont d'ordre stratégique et socioculturel.

Le Gabon est un pays peu peuplé de deux millions d'habitants, limitrophe du Cameroun - également membre du Commonwealth -, de la Guinée Equatoriale et de la République du Congo. Le Togo, lui, est bordé par le Ghana - un membre du Commonwealth -, le Bénin et le Burkina Faso. Il a une population d'environ 7,8 millions de personnes. Aucun des deux pays n'a d'association historique avec le Commonwealth, les deux ayant obtenu leur indépendance de la France dans les années 1960. Le Commonwealth est composé majoritairement d'anciennes colonies britanniques. Il est dirigé par Sa Majesté la Reine Elisabeth II d'Angleterre, en sa qualité de Chef de l'organisation.

Les critères d'éligibilité pour l'adhésion au Commonwealth, entre autres, stipulent qu'un pays candi-

dat doit démontrer son engagement envers la démocratie et les processus démocratiques, y compris des élections libres et équitables et des législatures représentatives ; l'état de droit et l'indépendance du pouvoir judiciaire ; une bonne gouvernance, y compris une fonction publique bien formée et des comptes publics transparents ; et la protection des droits de l'homme, la liberté d'expression et l'égalité des chances.

C'est en 2014 que le Togo a enclenché le processus d'adhésion au Commonwealth. Dans ce cadre, une mission de l'organisation a séjourné à Lomé du 20 au 23 février 2017. Quatre ans après, une autre délégation était à Lomé en juin 2021 pour des évaluations et les derniers réglages à peaufiner. C'est cette mission d'évaluation qui a versé ses conclusions aux chefs d'Etat et de gouvernements de l'organisation qui viennent de répondre favorablement à la requête du Togo.

PERSONNEL TRACEURS EN SANTÉ AU TOGO

Un ratio cumulé de 8,41 personnels pour 10.000 habitants

F. Woussou

On désigne par personnels traceurs, les médecins, les infirmiers diplômés d'Etat, les techniciens supérieurs en santé, les sages-femmes, les infirmiers auxiliaires et les accoucheuses auxiliaires. Sur les cinq dernières années (de 2017 à 2021), il y a une légère évolution de l'effectif des ressources humaines du secteur public de la santé. Entre 2020 et 2021, l'effectif est passé de 12 378 à 12 800 ; ce qui dégage un écart positif de 422 agents, soit une progression de 3,4% due au recrutement de nouveaux agents de santé au cours de l'année 2021. En 2021, l'effectif du personnel de santé (18 794) est constitué de 12 800 agents du secteur public, soit 68,11% de l'effectif total, contre 5 994 du secteur privé, soit 31,89%. Sur cet effectif, les prestataires de soins (personnel

médical, paramédical, hospitalier d'appui) représentent globalement 71,1% de l'effectif dont 46,11% de personnel soignants qualifiés (médical : 6,21% et paramédical : 39,90%) et 18,98% de personnel hospitalier d'appui contre 28,9% de personnel administratif. Cet effectif donne un ratio cumulé des personnels traceurs de 8,41 personnels pour 10.000 habitants, contre 8,24 en 2020, selon un rapport du ministère de la santé parcouru par L'UNION.

Le document ajoute que la production des ressources humaines en santé est assurée par vingt (20) institutions de formation : dix-huit (18) publiques, une (1) confessionnelle et une (1) privée. Ces institutions ont mis sur le marché de l'emploi, en 2021, du personnel médical (567 médecins spécialistes, 161 médecins généralistes, 37 pharmaciens) et du personnel pa-

ramédical (324 infirmiers diplômés d'Etat, 192 sages-femmes, 58 infirmiers auxiliaires d'Etat, 56 accoucheuses auxiliaires d'Etat, 28 kinésithérapeutes d'Etat, 20 auxiliaires d'Etat en pharmacie, 21 assistants d'hygiène, 13 techniciens en anesthésie et réanimation, 8 orthophonistes d'Etat et 10 techniciens de radiologie et imagerie médicale). Le rapport fait observer un contraste. «Avec l'ouverture des écoles de formation du personnel paramédical dans les régions, le nombre du personnel formé a considérablement augmenté. Cependant, en ce qui concerne les spécialités médicales et chirurgicales, le niveau de production reste encore faible, surtout pour les spécialités chirurgicales. Malgré cette production relativement faible, le système de santé n'arrive pas à absorber tous les spécialistes formés».

POSTE FRONTALIER DE POGNO

Le Gal. Yark pose la première pierre de l'ouvrage à grande valeur économique

(suite de la page 3)

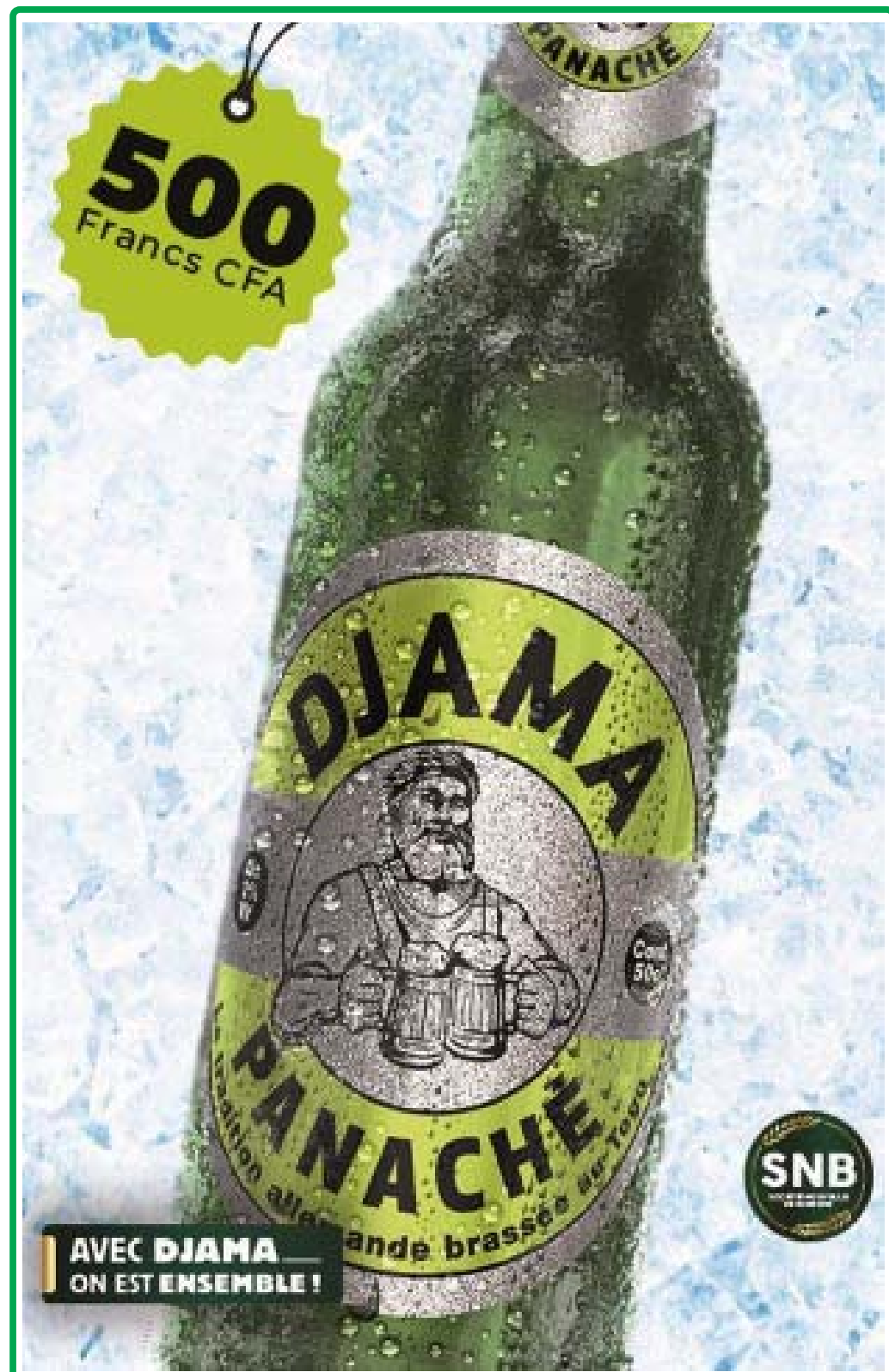
toires ainsi que des populations frontalières qui sont appelées à vaquer librement à leurs préoccupations quotidiennes.

A Kéméri, dans la Binah un autre poste est déjà fonctionnel. Il a été inauguré le vendredi 24 juin dernier toujours par le ministre Yark. A l'occasion, les matériels ont été remis aux agents. Ils sont constitués d'une part

d'équipements informatiques, composés de 9 ordinateurs, 7 lecteurs d'empreinte digitale, 7 webcam, 4 imprimantes, un serveur central, 7 UPS-power bank pour ordinateur et 2 écrans moniteurs. D'autre part le matériel de patrouille pour les agents au poste de frontière renferme 15 motos de type 125, 10 détecteurs de métaux, 6 miroirs de contrôle

véhicule, 19 radios VHF Mototurbo Prof Digital, 13 loupes pour détection des faux documents, 20 gants anti-coupure et 20 torches pour les patrouilles.

Yark Damehame a rendu hommage au chef de l'Etat pour les efforts déployés dans la prévention et la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent et la criminalité transfrontalière.



Finale des compétitions de sketch, chanson et poésie:

La préfecture d'Agoenyivé rafle la mise

Etonam Sossou

Lancée le 20 juin, dans la région maritime, la compétition de sketch, chanson et poésie initiée par le ministère du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, a connu son épilogue ce dimanche 26 juin 2022 dans la commune Agoenyivé 4 à Lomé. Au terme d'une finale très serrée, c'est la préfecture d'Agoenyivé qui remporte les trois meilleurs prix dans les trois catégories notamment le sketch, la chanson et la poésie. Un pari réussi pour les initiateurs qui n'ont pas manqué de rappeler

cette compétition a pour but de contribuer au renforcement de la participation des jeunes hommes et femmes à la gouvernance publique en vue de favoriser leur engagement effectif dans le processus de consolidation de la paix au Togo. "Le projet intitulé (promotion de la participation des jeunes à la prévention des conflits et le renforcement de la cohésion sociale pour une paix durable au Togo) est une réponse aux principaux déclencheurs potentiels de conflits, notamment la faible participation des jeunes à la vie citoyenne, sociale et aux initiatives

de cohésion sociale et de paix, le taux de chômage des jeunes qui les rend vulnérables et le manque d'emplois. Ces questions liées à la prévention des conflits et à la promotion de la paix dans notre pays sont au cœur des préoccupations du gouvernement togolais dans sa feuille de route notamment en son axe 1 qui vise à renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et consolider la paix", a indiqué Abdoumoumouni Souleymane Mahamane représentant du ministre du développement à la base.

Pour sa part, le représentant de

la représentante résidente de l'UNFPA au Togo Sefiamenou Yao Sessi, a indiqué qu'au sortir de cette finale les jeunes lauréats devraient utiliser leur potentiel pour sensibiliser leurs pairs et jouer le rôle de messenger de paix et d'actions citoyennes. Ladite compétition opposant les préfectures de Vo, Kloti, l'Ave et Agoenyivé a été financièrement et techniquement appuyée par l'UNFPA. Elle s'est déroulée en amont dans la région des Savanes, de la centrale et de la kara. Pour rappel ce projet prend également un autre volet qui consiste à faciliter le vi-



vre-ensemble dans les 4 communes à travers des travaux communautaires et citoyens de groupe.

RENDEMENTS AGRICOLES

Les consignes agricoles pour la préfecture de Tchamba

Avec les recommandations en matière de doses de fumures actuellement vulgarisées, les exploitants agricoles opérant dans la préfecture de Tchamba récoltent en moyenne 1,5 tonne de maïs/sorgho, 2,5 tonnes de riz, 0,5 tonne de coton ou 9 tonnes d'igname. L'analyse des échantillons de sols recueillis pour le compte du projet de l'élaboration de la carte de fertilité des sols agricoles du Togo, mis en œuvre par l'Institut togolais de recherche agronomique (ITRA), révèle que la préfecture de Tchamba est dominée par des sols ferrugineux tropicaux et des sols faiblement ferralitiques. On note par ailleurs que 32% de ces sols sont pau-

vres en matière organique, 20% très pauvres en phosphore et 78% très pauvres en potassium.

Pour relever le niveau des rendements agricoles dans cette partie du Togo où la pluviométrie moyenne affiche annuellement 1960 mm, plusieurs recommandations ont été formulées. Ainsi, pour récolter 6 tonnes de riz par exemple, il faut semer entre le 15 juin et le 15 juillet des variétés telles que IR841, Orylux 1, Orylux 2, Jasmine 85, et prévoir 8 sacs NPK 15-15-15 et 4 sacs urée. A la même période, il faut semer le soja et le sorgho. Le maïs, lui, c'est entre le 1^{er} juin et le 15 juillet. Pour le maïs et le sorgho, il faut 5 sacs NPK et 2 sacs d'urée pour arri-

ver à 4 tonnes à l'hectare. L'igname, à semer en novembre-mars (variétés précoces) et avril-mai (variétés tardives), a besoin de 2 sacs NPK, 2,5 sacs de chlorure de potassium et 4 sacs d'urée. Le producteur peut ainsi arriver à 15 tonnes à l'hectare. Sans oublier, toujours à l'hectare, 1 à 2 tonnes de matière organique tous les ans ou 3 à 5 tonnes tous les deux ans ou encore 7 tonnes tous les trois ans. Il est également possible de doubler la production actuelle du coton dans la préfecture de Tchamba.

Les cultures recommandées sont donc le maïs, le soja, le riz, le sorgho, le manioc, le coton et l'igname, conclut l'ITRA.

Région Maritime

Les activités de salubrité publique observées

Pendant ce mois de juin, l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb) a observé, avec les communautés à la base, l'opération Ville sans déchets plastiques (VSP) et plusieurs activités de salubrité publique dans la région Maritime. Au total 1900 personnes vulnérables dont 1003 femmes des zones rurales, urbaines et périurbaines ont participé à cette opération les 24 et 25 juin. Couplée de la mise en terre de jeunes plants comme le Kayas, l'eucalyptus, elle a permis d'entretenir les places et sites publics ou communautaires et de collecter à travers le jogging des sachets plastiques. À la question de savoir quelles sont les contributions de l'opération en zones rurales, M. Magnibo N., Président du Comité de développement du quartier N'Danyi à Tsévié, re: «l'opération répond: 'l'opération de salubrité prend aujourd'hui en compte plusieurs activités qui contribuent à la



propriété, c'est à dire à l'amélioration du cadre de notre ville, et plus singulièrement des conditions de vie des personnes vulnérables ciblées dans nos quartiers. Pendant que certains exécutent des activités classiques, d'autres vont à la chasse des plastiques dans la ville. Plusieurs formes de salubrité sont prises en compte aujourd'hui à la fois lors des opérations de salubrité. Et tout cela ne peut que nous aider en tant qu'acteur du développement à lutter contre l'insalubrité de notre ville. Soyez rassuré, nos sensibilisations contribuent énor-

mement à la baisse de la pollution par les sachets plastiques; et participe à conscientiser les jeunes ou la jeunesse qui y participent, ainsi que les riverains. Sans l'appui de l'Anadeb, il sera très difficile pour nous d'atteindre nos objectifs».

Pilotée par l'Anadeb dans le cadre du Programme de développement communautaire en zones urbaines (PDC-ZU), l'opération de salubrité est financée par le Programme d'appui aux populations vulnérables (PAPV).

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°703 de LOTO KADOO du 10 Juin 2022

La LONATO a procédé vendredi dernier à son siège au 704^e tirage de LOTO KADOO avec bonus.

Lors du précédent tirage de LOTO KADOO, C'est à LOME et à NOTSE que la LONATO a recensé des gagnants de gros lots. Dans les autres villes du pays, ce sont des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à un million de francs qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs.

A LOME, un lot de 1.000.000F CFA, deux lots de 1.250.000F CFA et un lot de 1.500.000F CFA ont été gagnés sur les points de vente 50023, 60422, 60422 et 30127.

A NOTSE, c'est un maxi gros lot de 5.000.000F CFA qui a été recensé auprès de l'opérateur 20223.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO et à l'intérieur dans les agences régionales.

AVEC LOTO KADOO TOUS LES VENDREDIS,
UNE AUTRE FAÇONS DE DEVENIR RICHE ! BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°705 de LOTO KADOO du 24 Juin 2022

Numéro de base

Numéros bonus

21 05 87 12 44 39 67

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°259 DE LOTO Sam du 11 Juin 2022

Le tirage N°260 du LOTO Sam a eu lieu au siège de la LONATO, Samedi 18 Juin 2022 et a fait naturellement des heureux gagnants.

Samedi dernier, c'est à LOME, et à KPALIME que la LONATO a enregistré des gagnants de gros lots. Dans les autres villes pays, ce sont des lots intermédiaires c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à un million de francs qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs.

Ainsi à LOME, un lot de 1.250.000FCFA et un lot de 1.500.000F CFA a été répertorié auprès de l'opérateur 90142 et 30127.

A KPALIME, le point de vente 40037, a enregistré d'un lot de 1.000.000F CFA

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

LOTO SAM

Résultats du tirage N°261 de LOTO SAM du 25 - 06 - 2022

Numéro de base

Numéro bonus

18 49 26 24 84 47

Tous mes services au bout du doigt ? Clic, Appli TMoney !




Téléchargez et utilisez gratuitement l'Appli.

Distributeur Officiel IB BANK Togo en Mobile Money

Avancer. Pour vous. Pour tous.

